

## Venezuela, donner des explications

*L'analyse de Félix Rodrigo Mora, sur son blog "Esfuerzo y Servicio Desinteresados", le 13/07/17 (traduction en français). Texte original et d'autres textes de F. Rodrigo Mora :*

<https://esfuerzoyservicio.blogspot.fr/2017/07/venezuela-dar-explicaciones.html>

Nous assistons à l'agonie du chavisme. Les événements indiquent que ce régime n'intéresse plus les élites politiques, économiques et militaires vénézuéliennes, à cause de son impopularité et de son inefficacité générale, et pour cette raison on voit se multiplier les manœuvres et interventions destinées à le remplacer par un autre, vulgairement parlementaire. Maintenant ce sont les partis de droite que l'oligarchie met en avant. L'action des partis s'emploie à éviter un soulèvement populaire spontané contre le chavisme, semblable à celui qui renversa le tyran communiste/fasciste Nicolas Ceaucescu en Roumanie en 1989, ce qui pourrait conduire à une situation problématique dans la rue.

Il convient donc, maintenant, que ceux qui de bonne foi et avec la meilleure intention ont appuyé publiquement Chavez et son régime osent admettre, publiquement aussi, qu'ils se sont trompés, osent signaler les causes de leur erreur, établir les voies pour ne pas retomber dans ces erreurs et s'excuser. Ils y sont obligés moralement et politiquement.

Ceux qui ont appuyé le chavisme parce qu'ils étaient financés depuis le Venezuela, eux et les forces politiques poussiéreuses auxquelles ils appartenaient ne vont pour leur part ni donner d'explications ni s'excuser car ils font partie de l'appareil de pouvoir qui sévit encore là-bas et sont un appendice du grand capital chaviste. Ils s'effondreront avec Maduro et seules leurs poches le regretteront car ce sont des aventuriers et des flibustiers de la politique qui émargent partout et qui s'enrichissent de tous côtés.

Ceux qui ont acclamé Chavez avec la meilleure intention, croyant qu'une "révolution" avait lieu au Venezuela, doivent commencer par là, par réfléchir autour de la notion de révolution. Par sa nature-même, c'est un événement populaire, réalisé d'en bas, par le peuple contre l'État, pour parvenir à le renverser et à imposer un système d'auto-gouvernement populaire par des assemblées et une économie autogérée. Au Venezuela, ce qui s'est produit ce sont les premiers pas d'une vulgaire "révolution par le haut", avec l'armée comme guide et élément agissant. Il faut rappeler qu'Hugo Chavez était lieutenant-colonel et qu'il s'est comporté en meneur de l'appareil militaire, ce même appareil militaire qui, depuis l'indépendance en 1811, réprime et poignarde les classes populaires.

Une révolution dirigée par l'armée vénézuélienne ou n'importe quelle autre armée est impossible, c'est une anti-révolution. L'armée est toujours et partout la forme supérieure du pouvoir oligarchique et elle doit être la cible principale de toute véritable révolution, qui nécessairement doit être la révolution du peuple.

D'autres, un peu plus lucides, pensaient que même si le chavisme n'était pas révolutionnaire il était tout au moins "anti-impérialiste" et qu'en outre il favorisait les classes populaires, élevant leur niveau de consommation. Nous verrons plus loin en quoi a consisté l'anti-impérialisme douteux de Chavez mais disons tout de suite qu'augmenter le niveau de vie des travailleurs doit résulter de leurs propres efforts, pas de l'action d'assistance, paternaliste et caritative de l'État, destinée à corrompre et à soudoyer les gens modestes, pour les mettre au service des plans du grand capitalisme ; c'est pourtant ce que fit avec un certain succès pendant un temps le chavisme, jusqu'à ce que l'effondrement du prix du pétrole le laissât sans ressources pour acheter sans scrupules le peuple. Aujourd'hui, les conditions matérielles d'existence d'un secteur énorme et croissant de la population sont plus précaires qu'avant Chavez et continuent à se dégrader, la pauvreté et même la faim étant en phase de généralisation.

En quoi a consisté la "révolution bolivarienne" ? Comment comprendre son "socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle" ? Pour commencer, il faut signaler que c'est une révolution singulière, qui maintient et fortifie l'appareil d'État, surtout l'armée, et développe le grand capitalisme, privé tout autant que d'État. Il prend à l'idéologie sociale-démocrate, et aussi à l'idéologie fasciste, le postulat qu'une intervention énergique de l'État obligera le grand capitalisme à se comporter de manière "sociale", tout en assurant une fonction "redistributrice" de la richesse, soi-disant parce que l'appareil d'État va imposer de fortes charges fiscales, "socialiser" (nationaliser, c'est-à-dire étatiser) les grandes entreprises, etc., ce qui lui permettra d'obtenir une grande masse monétaire qui sera distribuée au peuple...

Cela nous l'avons lu et entendu des milliers de fois et aussi nous avons suivi les expériences qui ont été réalisées dans de nombreux pays pour le mettre en pratique, avec des résultats toujours nocifs. La raison ultime à cela c'est que l'État et le capitalisme forment un couple intimement lié, qui a pour effet que le développement du premier est toujours au service du second. Par exemple, au Venezuela il y a eu des cadeaux et des aumônes – pervers – au peuple mais en fait il y en a eu beaucoup moins que ce que l'on dit et cela tant que les revenus pétroliers ont abondé car lorsque ceux-ci ont commencé à se raréfier tous les fonds disponibles ont été dirigés vers les grandes entreprises, pour maintenir les bénéfices élevés du grand capitalisme d'État et privé. Cela explique, en dernier lieu, la pénurie dramatique de moyens de vie et de consommation basiques dont souffrent actuellement les gens de la rue. A l'heure actuelle, le paternalisme de l'État est fini et les riches, en

particulier la classe politique chaviste, hautement corrompue, accaparent tout...

"L'anti-impérialisme" est un autre de leurs mythes mensongers. Le gouvernement bolivarien a toujours respecté tous les accords et engagements qu'il avait avec les États-Unis, les critiquant seulement par le discours et la phraséologie : son opposition par rapport à eux se réduit à cela. Mais il est certain que le lieutenant-colonel Hugo Chavez avait pour projet de réduire progressivement le pouvoir et la présence de l'impérialisme yankee en Amérique du Sud pour créer un vide qui devait être rempli par un nouvel impérialisme régional, précisément l'impérialisme bolivarien. Là est le cœur du projet chaviste, s'appuyer sur le pétrole (les réserves dont dispose le Venezuela sont parmi les plus importantes au monde) pour devenir le nouveau pouvoir impérial, économique, politique, diplomatique et militaire dans cette partie du monde, un nouveau sous-impérialisme.

Donc, le "socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle" combine l'appétit impérialiste et l'assistanat social d'État à grande échelle, tandis que le haut commandement militaire dirige l'opération en coulisses. Il n'y a pas grand-chose de neuf à cela ; en effet, de nombreux pays du Tiers Monde ont, à un moment de leur histoire, mené des politiques semblables même si la politique bolivarienne se distingue par son grand usage de rhétorique pseudo-marxiste.

La clé de voûte de l'opération a été, comme je l'ai dit, constituée par les immenses revenus du pétrole qui, à l'époque des cours très élevés du brut, arrosaient le pays, ce qui créa une euphorie sociale démesurée, permettant y compris de soudoyer de nombreux groupements politiques, partis et personnalités sur toute la planète, surtout en Espagne. L'idée de construire on ne sait quel "socialisme" sur la base du marché mondial capitaliste, avec les revenus que l'on en tire, est à pouffer de rire...

Le marché capitaliste, en constatant les prix très élevés de cette matière première, a activé les mécanismes correcteurs, faisant en sorte que l'offre de brut augmente de façon notable, au moyen de nouvelles façons de produire de l'énergie (fracturation hydraulique, éoliennes, biomasse, gaz, etc.) ; en conséquence, au début de cette décennie les prix du brut ont commencé à baisser rapidement, s'effondrant presque. Et le chavisme a pris fin.

Mais auparavant, avec les prix élevés du pétrole, se produisirent divers processus économiques extrêmement destructeurs. J'en décrirai un. Quand la demande extérieure de très coûteux pétrole vénézuélien était énorme, la monnaie du pays, le bolivar, s'apprécia proportionnellement au flux des ventes à l'extérieur, ce qui d'une part rendait très difficile d'exporter tout autre produit que le brut et d'autre part donnait aux biens importés des prix inférieurs à ceux des produits élaborés au Venezuela. De ce fait, les divers secteurs de production nationaux, l'agriculture, l'artisanat, la pêche, l'élevage, l'industrie, etc., entrèrent dans une phase de déclin, voire de liquidation. Sur le moment, cela semblait être sans conséquences car tout ce que nécessitait

le pays pouvait être importé, mais, des années après, l'effondrement des prix du pétrole se produisit dans le contexte d'une économie qui dépendait de l'extérieur pour tout, avec une grande bourgeoisie comprador qui obtenait des profits très élevés simplement en important des biens de base et qui pour cette raison ne souhaitait pas relancer la production autochtone.

Comme, en outre, les théoriciens de la révolution bolivarienne (parmi lesquels se distinguent des personnages emplis de fureur dogmatique, comme Ignacio Ramonet, biographe du caudillo Chavez et grand défenseur théorique du désastreux processus bolivarien) conclurent que les revenus du pétrole devaient être investis dans les secteurs où ils seraient les plus productifs par rapport à la demande du marché mondial, on ne s'attela pas à la production de biens de base, qui sont ceux dont le peuple a besoin. Tout cela a créé une économie horriblement déséquilibrée, marquée par la pénurie chronique de biens nécessaires à la vie de tous les jours tout en procurant des bénéfices très élevés aux grandes entreprises vénézuéliennes.

L'objectif de tirer un développement maximum du capitalisme en centrant toute l'activité économique ou sa plus grande part sur une matière première destinée à l'exportation a été pris à diverses occasions dans divers pays, toujours avec des résultats catastrophiques pour leurs populations. Cuba fit ce choix au temps de Fidel Castro avec le sucre, l'Argentine un peu avant avec la viande (maintenant elle poursuit sur cette voie avec le soja), le Chili avec le cuivre (précédemment avec le guano), la Bolivie avec l'étain, etc. Cette manière de faire est exactement celle qui est proposée par le grand capital mondialiste ; on ne peut donc pas comprendre que développer le capitalisme le plus agressif soit du "socialisme". L'hyper-dépendance du marché mondial que pratique le chavisme, avec l'anéantissement de la petite et de la moyenne production locale tournées vers l'approvisionnement national, est le propre du néo-libéralisme, que ses disciples dénigrent en paroles, faisant preuve d'une duplicité et d'une impudeur énormes, pour que l'on ne puisse pas s'apercevoir qu'ils sont, dans les faits, des néo-libéraux et des mondialistes acharnés.

Le monumental fiasco économique du chavisme est celui de l'échec du projet de créer un grand capitalisme de nature sous-impérialiste à toute vitesse, en très peu de temps, l'État (et surtout l'armée) dirigeant l'opération. Le chavisme a cru avec la foi du charbonnier dans l'excellence du marché mondial mais il n'a pas compris que celui-ci n'est pas une institution naturelle mais un mécanisme propre du capitalisme mondial subordonné aux grandes puissances, qui profite aux plus puissants et affaiblit ceux qui le sont moins, selon la règle de l'accumulation et de la concentration du capital. Une économie populaire autogérée est la seule qui puisse répondre aux besoins basiques de la population et la première condition à cela est de sortir du marché mondial, ce qui dans le cas du Venezuela équivaut à ne pas organiser l'économie sur la base d'une matière première, le brut. Une

production diversifiée, et non pas la mono-production, est le propre d'une économie populaire autogérée, sans État ni classe patronale.

La mise en évidence du projet bolivarien crée un mécontentement populaire considérable au Venezuela, qui pour le moment est utilisé par les partis de la droite et qui entraînera à court ou moyen terme la chute du gouvernement chaviste. La situation est tellement désespérée pour les classes inférieures qu'il peut y avoir une explosion populaire, comme il a été dit. Telle est la crainte qui unifie droitistes et chavistes.

Il est possible, bien qu'improbable, que la rupture avec le chavisme mène à une situation révolutionnaire, à un soulèvement radical depuis la base du peuple pour éliminer le pouvoir pervers de l'oligarchie nationale, qui s'est imposée aux classes populaires en 1811 après avoir expulsé le colonialisme espagnol. Bolivar, un personnage aristocratique, machiavélique, raciste, qui éprouvait pour les gens modestes un mépris illimité, a dirigé la construction du nouvel État dans le sens de la protection de la grande propriété et des riches. Se réclamer de ses idées et de son héritage politique est insensé, un peu comme, en Espagne, se réclamer du général Espartero (1)...

Le Venezuela a besoin de la révolution. Espérons qu'elle finira par éclater et qu'elle balayera la caste chaviste hyper-corrompue (actuellement occupée à emprisonner, torturer et assassiner les gens qui se manifestent dans la rue) tout comme la droite, l'armée et la grande entreprise d'État capitaliste qui s'emploie à faire des affaires avec le pétrole.

Dans ce contexte, ceux qui avec les meilleures intentions ont loué le chavisme doivent aujourd'hui tirer un bilan critique de la politique qu'il a mis en œuvre, admettre qu'ils se sont trompés, faire leur le programme de la révolution populaire mondiale et soutenir l'action révolutionnaire du peuple vénézuélien. La lecture du livre "**I Encuentro de reflexión sobre Revolución Integral. Recopilación de textos**", 2015, est appropriée.

Félix Rodrigo Mora

1) Joaquín Baldomero Fernández Espartero (1793-1879), militaire et homme politique espagnol, a combattu avec l'armée coloniale en Amérique du Sud puis en Espagne contre les Carlistes. Nommé Président du Conseil, il chasse du pouvoir la régente Maria Cristina, se fait nommer régent et exerce un pouvoir autoritaire et sanglant qui finit par soulever contre lui une grande partie du pays et par le contraindre à l'exil.

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Baldomero\\_Espartero](https://fr.wikipedia.org/wiki/Baldomero_Espartero)